

Ce budget 2007 est le budget de mi-mandat, temps fort pour faire le point mais aussi temps de recul pour préparer l'avenir.

Faut-il rappeler les sombres prévisions de la droite, dignes des temps héroïques de 1981 :
la région courrait à sa perte,
les socialistes devenant otages non seulement des Communistes, ils avaient l'habitude,
mais surtout des khmers verts...
nous allions nous précipiter dans une gabegie financière,
faire fuir avec nos idées d'éco citoyenneté, d'écorégion, les entreprises sérieuses, les
vrais créateurs d'emplois, les bâtisseurs de bureaux
L'augmentation des impôts, + 50% en 2 ans, allait être le fossoyeur de l'Ile de
France ;

Que voit-on dans ce budget ?

La redevance sur la création de bureaux devrait rapporter 37 M supplémentaires malgré notre décision d'en augmenter le taux.

Les prévisions d'Emprunt sont en baisse par rapport à 2006 et ne représente qu'1/3 des dépenses d'investissement, avec une capacité de désendettement de 3 ans et 2 mois alors que dans une région de bonne orthodoxie gouvernementale, l'emprunt atteindrait 50% de ces mêmes dépenses.

Bref, la fiscalité régionale n'est pas l'épouvantail à moineaux annoncé.

Alors parce que le gouvernement ne veut pas que la région capitale entame son évolution vers une éco-région, le gouvernement fit donner ses séides quitte, encore une fois, à bafouer la constitution gaullienne et à retirer à la région encore un peu plus de son autonomie financière :

La redevance sur la création de bureaux ne portera plus que sur les M2 supplémentaires dans les opérations de démolition reconstruction, et uniquement pour la région Ile de France. Espérons que l'amendement sénatorial vert supprimant l'amendement de l'assemblée soit adopté pendant que je vous parle.

Or, les opérations de démolitions reconstruction, selon l'IAURIF concernent la moitié des créations de bureaux dans le cadre de la rénovation

Quel magnifique cadeau de Noel aux promoteurs : 45 millions d'euros par an

1% du budget des franciliens et franciliennes donnés aux bétonneurs.

Que la droite ne vienne pas après crier à l'asphyxie des routes : 45 M de recettes en moins, c'est 45 M en moins pour les routes car je vous rappelle que le code de l'urbanisme lui-même indique que la taxe sur les créations de bureau doit être affectée aux routes .

Je vous laisse calculer combien de rames de petits gris auraient pu être mis au rebus avec cette somme.

Après 3 ans de baisse, la construction de bureau est donc repartie à la hausse en 2006, il n'y a donc nul besoin d'un quelconque effet de levier pour la relancer. Les promoteurs sont assez

grands pour savoir qu'on trouve en Ile de France les compétences et une qualité de vie rarement atteint ailleurs.

Ce manque à gagner va hélas être payé en terme de qualité de vie par les franciliens (nes) plus de stress dans des trains peu confortables, un air toujours aussi pollué, des places de crèches rares, des associations axphysiées puisque la région ne pourra pas investir les sommes ainsi kidnappées par l'Etat.

Et que dire du plafonnement de la TP, encore un cadeau aux entreprises, qui coûte à la solidarité régionales 50 millions, combien de places en crèche pourtant souhaitées par l'Udf et soutenue par les Verts ? (Prix d'un place de crèche ?)

Paradoxalement les verts en viendraient à remercier les francilien(nes) qui continuent à prendre leur voiture puisque, grâce à eux la TIPP à compenser la baisse de la fiscalité classique : 80 M€. Cette augmentation représente près d'un tiers des Dépenses non compensées liées à la décentralisation.

J'entends déjà la droite me faire remarquer avec raison que certaines dépenses ne sont pas liées à la décentralisation. Certes mais fallait-il laisser l'héritage tel quel ou améliorer celui-ci ? Quand l'Etat délaissait les transports en commun, au profit de la route, quand l'Etat a délaissé la formation des personnels médico-sociaux ?

Nous avons fait le choix d'offrir aux francilien(ne)s mieux que l'Etat principalement sur les transports (avec tarification), parce que nous sommes persuadés qu'un cadre de vie public est la meilleure réponse

Et Pourtant malgré tous nos efforts, nous sommes encore loin d'avoir tenu nos promesses, souvent parce que nous n'avons pas eu la véritable maîtrise de notre calendrier, les décentralisation accélérée, l'obligation de négocier en 6 mois le nouveaux contrats de projet, mais aussi parce que nous n'avons pas pris de marge de manœuvre financières suffisantes pour les financer

240 000 logements,
5 % du budget pour la recherche
100 000 apprenti-e-s
Francilienne des transports collectifs : 300 km de nouvelles lignes banlieue-banlieue
10 000 emplois tremplins
6 000 places d'hébergement pour des adultes handicapés,
des logements pour personnes âgées
conditionnement des aides régionales aux pratiques écologiques des entreprises ou collectivités aidées
mise en oeuvre de l'observatoire des engagements...

Autant de promesses qui vont devoir être tenues d'ici 3 ans, en espérant que l'Etat ne trouve pas un nouveau moyen pour enserrer un peu plus la Région dans des ressources de compensation, là où nous voudrions avoir des ressources de pleine responsabilité.

Les Verts appellent de leur vœux une réforme radicale de la fiscalité locale permettant une plus grande autonomie, une plus grande lisibilité/cohérence, mais surtout une plus grande justice sociale et une fiscalité plus écologique.